

**ACCORD-CADRE RELATIF À DES PRESTATIONS DE  
SERVICES D'ASSURANCE POUR LES EXPOSITIONS  
ET LES OBJETS DE VALEUR DU MUSÉE DU QUAI  
BRANLY-JACQUES CHIRAC**

**N°2025-MQB-00465-AC-00-00**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET  
SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

## SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC.....	4
2.	PRESENTATION DE L’ACCORD-CADRE .....	5
3.	MONTANT ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	5
4.	DUREE DE L’ACCORD-CADRE .....	5
5.	LIEUX D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE .....	6
6.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	7
7.	INTERVENANTS DE L’ACCORD-CADRE .....	7
8.	PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	9
9.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	10
10.	TRANSPORTS ET CONDITIONS DE CONVOIEMENT .....	19
11.	RENONCIATION A RECOURS ET SUBROGATION .....	20
12.	GESTION DES SINISTRES .....	21
13.	REGLEMENT DES SINISTRES .....	23
14.	RECUPERATION DES OBJETS VOLES.....	24
15.	INALIENABILITE DES COLLECTIONS PUBLIQUES .....	24
16.	LITIGES.....	25
17.	MESURES D’URGENCE.....	25
18.	CONVENTIONS .....	26
19.	COTISATION D’ASSURANCE .....	27
20.	PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	29
21.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE .....	30
22.	CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	31
23.	VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS .....	32
24.	MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES COMMANDES.....	33
25.	DISPOSITIONS FINANCIERES .....	33
26.	MODALITES DE REGLEMENT .....	34
27.	PENALITES .....	36
28.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	37
29.	RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE .....	37

30. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS.....	37
31. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	38
32. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE .....	40
33. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	40
34. REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	41
35. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	41

# 1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

## 1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

## 1.2 Diversité – Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur de ces deux labels.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## 2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de confier au titulaire des prestations de services d'assurance tous risques pour les œuvres en prêts au sein du musée ainsi que les objets de valeur du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

### 2.2 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

### 2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

## 3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes. Il comprend :

- **Une part forfaitaire pour les prestations relevant du Titre II et décrites à l'article 9.5 du présent CCP.**

Le montant de la part forfaitaire est précisé à l'acte d'engagement et détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

- **Une part à commande pour les prestations relevant du Titre I et décrites à l'article 9.4 du présent CCP.**

Les prix sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

La part à commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 250 000,00 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

L'accord cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre ne comprend aucune tranche.

Pour la part à commande, l'accord-cadre sera exécuté par bon de commande en application des articles R2162-13 et -14 du Code de la commande publique et dans les conditions définies dans le présent CCP.

## 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au plus tôt ou de sa date de notification si elle intervient postérieurement à cette date. Il pourra être reconduit trois

(3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique. La dernière année de reconduction se terminera au 2 janvier 2030.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de prise d'effet de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

Cette durée est appréciée à compter de la date de prise d'effet de l'accord-cadre, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ou de la date de notification au titulaire.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de six mois (6) mois.

**Il est entendu que les œuvres prêtées par le musée du quai Branly-Jacques Chirac ou empruntées par le musée du quai Branly-Jacques Chirac resteront couvertes par le titulaire du présent accord-cadre jusqu'à leur date de restitution à leur propriétaire, comme convenu dans le cadre de la demande de couverture pour l'exposition en question (temporaire ou permanente).**

## 5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les lieux de fourniture des services ou d'exécution des prestations décrites au présent CCP sont :

- L'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac  
222, rue de l'Université  
CS60851 - 75281 PARIS
- La Galerie des Cinq Continents située au Pavillon des Sessions de l'Etablissement public du musée du Louvre (espace sous convention d'occupation temporaire)  
75001 PARIS
- Les réserves externalisées du musée du quai Branly - Jacques Chirac situées à Morangis (bail commercial)  
27-29 rue Gustave Eiffel  
91420 MORANGIS
- L'espace de stockage externalisé situé dans les entrepôts du transporteur BOVIS  
1 rue des Bordes  
91070 BONDOUFLE
- Tous les lieux où se déroulent le stockage ainsi que les prestations de désinsectisation par anoxie, d'analyses, de conservation-restauration, de soclage, d'encadrement ou de toute autre activité de conservation ou d'étude engagée chez un prestataire spécialisé auprès duquel le musée du quai Branly – Jacques Chirac aura émis un bon de commande.

## 6. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

## 7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

### 7.1 Conduite de l'accord-cadre

Le Département du patrimoine et des collections et la Direction du développement culturel sont chargés conjointement de la conduite et du suivi de l'accord-cadre.

### 7.2 Titulaire de l'accord-cadre

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-6 2° du Code de la commande publique, le titulaire doit informer et remettre à l'établissement l'ensemble des pièces justificatives lorsque le titulaire souhaite obtenir l'accord préalable au transfert de son accord-cadre au titre d'une opération de restructuration dans les conditions autorisées par la commande publique. Si ce dernier n'apporte pas les éléments de justification de la restructuration ou informe tardivement le musée de sa nouvelle situation à l'appui des pièces justificatives, l'établissement se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

### 7.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

**La sous-traitance totale est interdite.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

**En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant.** Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

### 7.4 Cotraitance - Coassurance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-FCS sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commande pris en application de l'accord-cadre.



Si le contrat est souscrit en coassurance, l'opération de groupement couvrira 100% du risque à la date de la remise des offres.

L'apéríteur désigné à l'acte d'engagement représente, le cas échéant, l'ensemble des coassureurs prestataires et membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

## 8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Annexe 2 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

*Et le cas échéant :*

- Annexe 3 : annexe « Observations » mentionnant les observations, réserves et améliorations éventuelles ;
- Annexe 4 : demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).

- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :

- Annexe 1 : horaires d'ouverture du musée ;
- Annexe 2 : données de fréquentation du musée ;
- Annexe 3 : liste des expositions temporaires organisées sur les quatre prochaines années ;
- Annexe 4 : relevés de sinistralité du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;
- Annexe 5 : activités de conservation ;
- Annexe 6 : conditions climatiques des espaces d'exposition ;
- Annexe 7 : plan de masse du musée du quai Branly-Jacques Chirac ;
- Annexe 8 : plan d'implantation simplifié des différents bâtiments du musée du quai Branly-Jacques Chirac ;
- Annexe 9 : facility report des espaces d'exposition (musée du quai Branly-Jacques Chirac et Galerie des Cinq continents au musée du Louvre). Le facility report de chaque lieu d'exposition permet d'apporter des informations relatives notamment à la protection contre l'incendie et les intrusions et aux différentes procédures mises en place.

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;

- le Code des assurances ;

- l'offre technique du titulaire présentant la nature et l'étendue des garanties, accompagnée du cadre de réponse relatif aux modalités de gestion du contrat et des sinistres.

Les pièces générales sont contractuelles et réputées connues du titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du mois d'établissement des prix.

## 9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations relatives à la part à commande (Titre I) correspondent :

- aux prêts d'œuvres accordés au musée du quai Branly-Jacques Chirac,
- aux prêts d'œuvres du musée du quai Branly-Jacques Chirac accordés à des tiers,
- aux œuvres proposées en acquisition ou en dation,
- aux dépôts d'œuvres accordés au musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Les prestations relatives à la part forfaitaire (Titre II) correspondent aux œuvres de la collection du musée du quai Branly-Jacques Chirac :

- en stockage dans l'un des sites du musée du quai Branly-Jacques Chirac,
- en transport entre les différents sites de stockage ou d'exposition,
- en exposition dans les espaces de l'Établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac et de la Galerie des Cinq Continents.

### 9.1 Définitions préalables

#### 9.1.1 Souscripteur

Le « Souscripteur » du présent accord-cadre est l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

#### 9.1.2 Assuré

Par « Assuré », il faut entendre le Souscripteur agissant tant pour son compte que pour celui de tiers (organismes, coproducteurs...).

La qualité d'Assuré est également accordée aux propriétaires des œuvres confiées à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

#### 9.1.3 Assureurs

Par « Assureur », il convient d'entendre par ce terme l'Assuré lui-même représentant tous les coassureurs.

#### 9.1.4 Risques

##### a) Le conditionnement des biens culturels

Pour les opérations de transfert, les biens culturels seront protégés de diverses façons : caisses, emballages, conditionnements particuliers réalisés selon l'expertise des agents du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Des conditionnements réutilisables aménagés spécifiquement pourront être utilisés.

Les emballages seront obligatoirement effectués par des emballeurs professionnels ou par le personnel de l'Assuré, ou du Souscripteur sous validation de l'Assuré dans le cas des prêts d'œuvres des collections du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

##### b) Les transporteurs

Les opérations de transport pourront être confiées à des transporteurs spécialisés dans le domaine du transport des œuvres d'art et/ou d'objets précieux, ou réalisées directement par l'Assuré ou le Souscripteur.

Les transporteurs pourront avoir la charge de la manutention, de l'emballage, du déballage, du conditionnement, du stockage, des opérations douanières, du transport des biens culturels puis du rangement de ces mêmes biens dans les stockages prévus. Ils peuvent avoir la charge de tout ou partie de ces opérations, conformément à la demande de l'Assuré.

c) Situation des risques

Les risques sont couverts dans le monde entier.

9.1.5 Formule de « clou à clou »

Les biens culturels assurés seront garantis, dès l'instant où l'on s'en saisit (à nu ou en caisse) et qu'un constat d'état aura été établi ou à défaut un bon de livraison signé, et ce jusqu'à ce qu'ils soient acheminés et installés au lieu indiqué par l'Assuré, depuis leur départ du lieu désigné jusqu'à leur retour au lieu également désigné par l'Assuré et qu'un constat d'état aura été établi ou à défaut un bon de livraison signé, y compris lors des séjours intermédiaires (notamment ateliers d'emballage, ateliers de soilage et d'encadrement, ateliers de restauration, entrepôts, douanes, lieux de transit, etc.) et ce durant la période indiquée.

9.1.6 Dépréciation après sinistre

La dépréciation après sinistre correspond à la diminution de la valeur commerciale d'un bien assuré après restauration consécutive à un sinistre.

Il est convenu que la dépréciation après sinistre s'applique également aux œuvres non endommagées mais qui constituent une paire ou une série avec l'œuvre endommagée.

9.1.7 Perte totale

Un bien culturel assuré sera considéré comme totalement perdu dès l'instant où un accord, sur cet état de fait, sera obtenu entre l'Assureur, par le biais de son expert, et l'Assuré.

9.1.8 Dommages matériels

Tous bris, détérioration, destruction, disparition de tout ou partie d'un bien culturel défini au présent CCP.

9.1.9 Sinistre

Tous dommages matériels subis par les biens culturels assurés et survenant entre la date d'effet et la date de fin de l'accord-cadre.

**Il est précisé que pour les expositions ou les prêts d'œuvres en cours à la date de fin de l'accord-cadre, la période de garantie s'étendra jusqu'à la date de restitution des œuvres aux prêteurs.**

Il est également précisé que constitue un seul et même sinistre l'ensemble des préjudices garantis résultant d'un même fait générateur.

## **9.2 Catastrophes naturelles**

9.2.1 Catastrophes naturelles en France métropolitaine

a) Etendue de la garantie

Conformément à la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, les dommages matériels directs subis par les biens culturels assurés résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel sont garantis.

Cette garantie ne joue qu'après publication au Journal Officiel d'un arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle au lieu de survenance du sinistre.

Le montant de la franchise applicable est fixé par ce même arrêté.

#### b) Indemnisation des dommages

Le sinistre doit être déclaré dès que l'Assuré en a eu connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

L'Assureur doit verser à l'Assuré l'indemnité due au titre de cette garantie dans un délai de trois mois à partir de la date de la remise de l'état estimatif des dommages ou de la date de publication de l'arrêté interministériel lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assureur sera tenu, à l'expiration de ce délai de verser des intérêts, au taux d'intérêt légal.

#### c) Cotisation additionnelle

La cotisation additionnelle perçue pour cette garantie est calculée par application du taux fixé par les arrêtés découlant de la loi.

**Il appartient au titulaire d'informer le pouvoir adjudicateur des éventuelles modifications du taux de la prime ou cotisation additionnelle relative à la garantie « catastrophe naturelle » et ses conséquences sur la révision des taux en séjour.**

### 9.2.2 Catastrophes naturelles en dehors de la France métropolitaine

La cotisation additionnelle perçue pour cette garantie comprend notamment les risques de tremblements de terre et d'inondations. Elle est incluse dans les taux proposés par l'Assureur.

## 9.3 Exclusions

**Tous les textes d'exclusions se trouvant dans les conditions générales sont annulés. Seuls sont à prendre en considération des textes d'exclusions ci-après.** Sont toujours exclus des garanties accordées par l'Assureur, les dommages matériels résultant :

- de la guerre étrangère, la guerre civile, une révolution, une mutinerie et survenant sur les biens culturels assurés **en dehors des transits/transports**. Pour les autres cas, il appartient à l'Assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que celui issu d'un tel événement. Restent garantis les dommages résultant d'attentats, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées ou non ainsi que les dommages résultant de grèves, lock-out, émeutes, mouvements populaires, piraterie ;
- des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur provenant de transmutation de noyaux d'atomes ou de la radioactivité, ainsi que les sinistres dus aux effets de radiation provoqués par l'accélération artificielle des particules ;
- de confiscation, de mise sous séquestre, de saisie ou de destruction par ordre de tout gouvernement ou autorité publique, de même que les conséquences de toutes

contraventions survenant sur les biens culturels assurés **en dehors des transits/transports** ;

- de la faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré ;
- du vice propre, de l'usure, de la vétusté et de la détérioration lente. Il est précisé que la garantie s'applique si l'origine du vice propre ou de la détérioration lente est consécutive à un événement fortuit.

Concernant les œuvres exposées en extérieur, les dommages résultant des souillures d'animaux et ceux résultant des intempéries (à l'exception des dommages pris en charge au titre de la garantie des catastrophes naturelles) sont exclus.

Pour ce qui concerne les prestations du Titre II, cette clause est complétée d'exclusions supplémentaires à l'article 9.5.4 du présent CCP.

#### **9.4 Titre I : prêts d'œuvres accordés au musée du quai Branly-Jacques Chirac, prêts d'œuvres du musée du quai Branly-Jacques Chirac accordés à des tiers, œuvres proposées en acquisition ou en dation, dépôts d'œuvres accordés au musée du quai Branly-Jacques Chirac**

##### 9.4.1 Objet de la police

Sous réserve des seules exclusions figurant à l'article 9.3 du présent CCP, l'Assureur garantit, selon la formule dite de « clou à clou », le vol, la perte totale ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens assurés, de leur détérioration, ainsi que leur dépréciation après un sinistre garanti, à l'occasion :

- de prêts d'œuvres accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac (emprunts) pour ses expositions temporaires ou ses collections permanentes présentées au sein du musée (jardin inclus) ou dans la Galerie des Cinq Continents et dans le cadre de ses itinérances en France et à l'étranger, par des prêteurs français et étrangers, privés ou institutionnels, sauf demande contraire et expresse de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ;
- de prêts d'œuvres de la collection de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac accordés à des institutions culturelles françaises ou étrangères, organisatrices d'expositions à leur demande ;
- de dépôts d'œuvres accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ;
- d'œuvres proposées à la commission des acquisitions de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, à la commission des dations et au conseil artistique des musées nationaux du Service des musées de France ;
- d'expositions organisées par le musée d'œuvres dont il est propriétaire hors les murs de l'Établissement public ;
- du déploiement du plan de protection contre les inondations (PPCI) et notamment de la mise en œuvre rapide du dispositif de sauvegarde des œuvres ;
- de transports, de stockages, de prestations de désinsectisation, d'analyses, de conservation-restauration, de soclage, d'encadrement ou de toute autre activité de conservation ou d'étude externalisée chez un prestataire spécialisé et/ou titulaire d'un accord-cadre avec le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Par ailleurs, l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve la possibilité d'assurer les prêts d'œuvres de sa collection lorsque l'emprunteur bénéficie d'une dispense d'assurance.

L'Assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens culturels assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de détériorations et de dommages matériels survenant aux biens culturels qui seraient endommagés au cours, ou à l'occasion de ces mesures ;
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- les frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

#### 9.4.2 Nature de la garantie

La garantie s'entend de « clou à clou », y compris la détérioration, la dépréciation après sinistre, le vol, la perte totale et tous dommages matériels.

#### 9.4.3 Biens culturels et valeurs assurés

##### a) Détention de biens culturels

Les biens culturels sont garantis, que l'Assuré en soit propriétaire, dépositaire ou détenteur à un titre quelconque.

##### b) Biens culturels assurés

Les biens culturels assurés concernent l'ensemble et la généralité des objets archéologiques ou historiques et œuvres d'art constitués d'un ou de plusieurs éléments, matériels, objets, substances, mobiliers, textiles, enregistrements sonores, y compris les photographies, installations audiovisuelles, œuvres audiovisuelles et multimédia (notamment CD-ROM, DVD), appareils mobiles ou immobiliers de toute nature, ouvrages, monographies, périodiques, tirés à part, affiches, documents d'archives :

- appartenant à des tiers et confiés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac pour ses expositions temporaires ou son exposition permanente ;
- faisant partie des collections de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac et confiés à des tiers ;
- mis en dépôt à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac par des tiers ;
- proposés pour acquisition à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac en vue de leur présentation devant la commission des acquisitions, le conseil artistique des musées nationaux ou la commission des dations ;
- en cas de présentation d'œuvres dans le jardin, les conditions d'exposition seront communiquées au préalable à l'Assureur pour accord. Il est entendu que l'assurance ne couvrira pas les dommages résultant des intempéries (à l'exclusion des dommages pris en charge au titre de la garantie des catastrophes naturelles) et des souillures d'animaux.

##### c) Œuvres fragiles

Sont considérés comme œuvres fragiles notamment les œuvres en porcelaine, verrerie, glace, marbre, poterie, terre cuite, grès, céramique, albâtre, plâtre et cire.

Conformément aux conditions décrites à l'article 9.4.6 « Fonctionnement de la garantie », l'Assuré décide de la qualification « fragile » applicable à chaque œuvre.

Il est convenu que l'Assureur reconnaît cette qualification comme exacte et non contestable.

#### d) Valeurs assurées

Les biens culturels assurés sont garantis en valeur agréée à concurrence de la valeur déclarée par l'Assuré conformément aux conditions décrites à l'article 9.4.6 « Fonctionnement de la garantie ».

L'Assuré ne transmet aucun justificatif de valeur sauf en cas de gestion d'un sinistre. Il est donc convenu que l'Assureur reconnaît ces valeurs déclarées par l'Assuré comme exactes et non contestables.

#### 9.4.4 Capitaux assurés

Il est demandé à l'Assureur d'avoir la capacité de placer les capitaux suivants sous 7 jours :

- 76 300 000 € (soixante-seize millions trois cent mille euros) par événement et/ou par lieu au musée du quai Branly – Jacques Chirac ou pour le compte de l'Établissement public, ainsi que sur les commissions des acquisitions, des datations, le conseil artistique des musées nationaux, les dépôts d'œuvres au musée du quai Branly – Jacques Chirac, ainsi que les prêts du musée du quai Branly – Jacques Chirac accordés à des institutions culturelles.
- 45 800 000 € (quarante-cinq millions huit cent mille euros) par véhicule ;
- 45 800 000 € (quarante-cinq millions huit cent mille euros) par avion ;
- 750 000 € (sept cent cinquante mille euros) par bateau. Il est entendu que le transport par bateau concerne uniquement les œuvres non fragiles, voyageant en cale / under-deck ;
- 1 200 000 € (un million deux cent mille euros) pour des traversées en ferry. Il est entendu que le transport en ferry concerne uniquement les œuvres non fragiles, voyageant dans un camion de transport, sans rupture de charge, déchargement ou manipulation pendant la traversée. Cette dernière ne doit pas dépasser 24h ;
- 45 800 000 € (quarante-cinq millions huit cent mille euros) par œuvre.

L'Assureur et l'Assuré veilleront au suivi de l'évolution des capitaux assurés. En cas de dépassement, le courtier devra en informer l'Assuré sans que pour autant les conditions de l'accord-cadre soient modifiées, y compris pour les taux appliqués à ces capitaux.

#### 9.4.5 Garantie de l'Etat français

En application de la loi n° 93-20 du 16 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions d'œuvres d'art, qu'il organise en France, seul ou avec d'autres partenaires, complétée par le décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 modifié, l'Assuré pourra dans certains cas demander la garantie de l'État.

L'Assuré en informera au préalable l'Assureur.

Il est précisé qu'il sera demandé à l'Assureur de proposer à l'Assuré un taux de couverture spécifique pour la couverture en premier risque, l'État prenant à sa charge les risques supérieurs à un seuil minimum de 45 734 705 euros.

#### 9.4.6 Fonctionnement de la garantie

##### a) Déclarations

La présente assurance est soumise à déclarations. Pendant la durée de l'accord-cadre, l'Assuré s'engage à communiquer à l'Assureur, pour chaque œuvre prêtée, les éléments suivants :

- les coordonnées du prêteur et de l'emprunteur et le nom de l'exposition ;
- les dates d'ouverture et de fermeture de l'exposition ;
- le lieu exact du départ et du retour des biens culturels assurés et de l'exposition ;
- les dates de début et de fin du prêt/d'emprunt (sauf indication contraire, les dates de début des transports aller et retour commenceront un mois avant l'ouverture et un mois après la clôture des expositions) ;
- le descriptif des biens culturels assurés, détaillé et chiffré (provenance, technique, fragile ou non fragile, valeur et devise).

En ce qui concerne les œuvres présentées à la commission des acquisitions, au conseil artistique des musées nationaux et à la commission des dations, la présente assurance est soumise aux déclarations de dates. La liste renseignée des biens culturels assurés sera transmise à l'Assureur à l'occasion de chaque commission.

##### b) Devises étrangères

Les éléments appliqués à la présente police pourront être assurés en devises étrangères.

Conformément à la réglementation en vigueur, les cotisations seront ressorties et payées, et les sinistres réglés dans la monnaie qui aura été indiquée dans la déclaration d'éléments.

Tout paiement effectué dans des conditions autres que celles prescrites par le ministère français de l'Économie et des Finances n'est pas libératoire pour les Assureurs.

##### c) Régularisation

Les déclarations d'assurance seront régularisées :

- à l'issue de chaque ouverture d'exposition pour les emprunts ;
- après chaque commission des acquisitions, commission des dations et conseil artistique des musées nationaux.

Pour ces régularisations, l'Assureur communiquera à l'Assuré des récapitulatifs faisant apparaître le montant des capitaux assurés ainsi que les taux pratiqués en séjour et en transport.

Ces récapitulatifs serviront de base pour l'émission d'un bon de commande par l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.



## 9.5 Titre II : œuvres de la collection de l'Établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac en stockage, en transport et en exposition dans les salles d'exposition permanente du musée du quai Branly-Jacques Chirac et de la Galerie des Cinq Continents

### 9.5.1 Objet de la police

L'Assureur déclare accepter que toutes les œuvres présentes chez l'Assuré (notamment dans son exposition permanente, dans la Galerie des Cinq Continents, dans ses différents espaces de réserves, dans ses ateliers de restauration et de soclage, à la médiathèque...), celles provenant de dépôts effectués au Musée de l'Homme et au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, ainsi que les nouvelles acquisitions, sont assurées dans le cadre du présent Titre II pour les œuvres qui n'ont pas fait l'objet de la déclaration prévue à l'article 9.4.6 « fonctionnement de la garantie » du Titre I du présent CCP.

L'Assureur garantit les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens culturels assurés, de leur détérioration en tous lieux ainsi que lors de transfert entre ces derniers. Ces frais incluent la mise en sauvegarde et le gardiennage, le transport et le stockage, le soclage et l'encadrement, le cas échéant.

Ne sont pas garantis les dommages résultant de prêts accordés à des institutions culturelles françaises ou étrangères, organisatrices d'expositions, qui sont couverts par le Titre I du présent CCP.

L'Assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens culturels assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens culturels qui seraient endommagés au cours ou à l'occasion de ces mesures ;
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- les frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

### 9.5.2 Nature de la garantie

Sous réserve des seules exclusions figurant à l'article 9.5.4, l'Assureur garantit les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens culturels assurés et de leur détérioration.

Ces frais incluent la mise en sauvegarde, le gardiennage, le transport, le stockage, le soclage, l'encadrement, le cas échéant.

Cette assurance ne couvre pas la perte totale et la dépréciation des œuvres, à l'exception des cas particuliers du remplacement à l'identique d'œuvres de la collection ou des fonds de la médiathèque fixé aux articles 9.5.4 et 12.9.

### 9.5.3 Biens culturels assurés

#### a) Détention de biens culturels

Les biens culturels sont garantis, que l'Assuré en soit propriétaire, dépositaire ou détenteur à un titre quelconque.

#### b) Biens culturels assurés

Les biens culturels assurés dans le cadre du présent Titre II correspondent aux œuvres de l'État dont l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac a la garde et aux dépôts tel que défini à l'article 9.5.1.

Ces biens culturels concernent l'ensemble et la généralité des objets archéologiques ou historiques et œuvres d'art constitués d'un ou de plusieurs éléments, matériels, objets, substances, mobiliers, textiles, enregistrements sonores, y compris les photographies, installations audiovisuelles, œuvres audiovisuelles et multimédia (notamment CD-ROM, DVD et sites Internet), appareils mobiles ou immobiliers de toute nature, ouvrages, monographies, périodiques, tirés à part, affiches, documents d'archives conservés à la médiathèque ainsi que les pièces non remplaçables de la médiathèque, les biens culturels immeubles par destination réalisés par des artistes aborigènes<sup>1</sup>, la sérigraphie sur la façade vitrée de la rue de l'Université (Judy Watson (née en 1959), *Museum Piece*, 2006), les photographies reproduites sur des supports à l'intérieur du bâtiment, les caissons photographiques lumineux de la librairie-boutique (Michael Riley (1960-2006), *Cloud*, 2006), les œuvres exposées dans le jardin du musée, le film sérigraphié de la façade nord du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

Ces biens culturels font partie des collections nationales dont l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac a la garde, qu'elles soient inscrites ou non à l'inventaire réglementaire du musée.

La garantie couvre exclusivement les frais de restauration et, le cas échéant, le remplacement à l'identique des biens culturels de la collection, des fonds de la médiathèque, à concurrence d'une somme de 75 000€ par objet et dans la limite de 20 000 000€ pour la période garantie.

#### 9.5.4 Exclusions

Les stipulations de l'article 9.3 du titre I du présent CCP sont complétées par les dispositions suivantes. Sont toujours exclus des garanties accordées par l'Assureur dans le cadre du présent Titre II :

- la destruction totale ou la disparition totale d'œuvres d'art, à l'exception du cas particulier du remplacement à l'identique d'une œuvre ou d'un fonds de la médiathèque précisé à l'article 12.9 ;
- le vol ou la perte des biens culturels assurés ;
- les pertes indirectes telles que : manque à gagner, dommages et intérêts, dévalorisation et/ou dépréciation des biens culturels assurés, droits et taxes divers, pénalités de toute nature.

Concernant les œuvres exposées en extérieur, les dommages résultant des souillures d'animaux et ceux résultant des intempéries (à l'exception des dommages pris en charge au titre de la garantie des catastrophes naturelles) sont également exclus.

#### 9.5.5 Fonctionnement de la garantie

La garantie s'applique pour tous les biens culturels assurés tels que définis à l'article 9.5.3, sans aucune restriction de déclaration de la part de l'Assuré.

---

<sup>1</sup> Ningura Napurrula (1938-2013), *Sans titre (Wirrulinga)*, 2005, murs et plafond peints du 1<sup>er</sup> étage du bâtiment Université ; Gulumbu Yunupingu (1945-2012), *Garak, The Universe*, 2006, murs et plafond peints du 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment Université ; Judy Watson (née en 1959), *Two Halves with Bailer Shell*, 2006, plafond en plaques d'acier inoxydable du rez-de-chaussée du bâtiment Université ; Balang Nakurulk (1952-2024), *Mardayin at Milmilngkan*, 2006, plafond peint de la librairie-boutique ; Balang Nakurulk (1952-2024), *Mardayin*, 2005, cache-colonne peint de la librairie-boutique ; Tommy Watson (1935-2017), *Wipu Rockhole*, 2006, plafond de panneaux d'acier inoxydable de la salle de consultation des archives, 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment Université ; Paddy Nyunkun Bedford (vers 1922-2007), *Thoowoonggoonarrin*, 2006, faille à l'extrémité ouest du rez-de-chaussée du bâtiment Université.

## 10. TRANSPORTS ET CONDITIONS DE CONVOIEMENT

### 10.1 Choix des transporteurs

L'Assuré s'engage, s'il fait appel à des transporteurs privés et/ou à leurs sous-traitants, à ne confier les œuvres assurées qu'à des emballeurs et/ou des transporteurs spécialisés et à notifier, à ceux avec lequel il traite directement, les conditions de gardiennage et de surveillance énoncées ci-après.

En cas de prêts, l'Assuré s'engage à demander aux emprunteurs de respecter ces conditions.

### 10.2 Transport par route

Les biens culturels assurés par le présent accord-cadre seront transportés à l'exclusion de tout autre chargement non-œuvres d'art, sauf accord préalable de l'Assureur. Par exception, certaines œuvres pourront voyager avec leur socle ou leurs éléments de muséographie.

Dans le cas d'un transport en bagage à main, selon les modalités décrites en 10.4, un taxi pourra être utilisé.

Les biens culturels assurés seront transportés à l'intérieur d'un véhicule banalisé entièrement clos, à suspensions pneumatiques, muni d'un antivol et d'un extincteur de forte capacité.

Chaque véhicule sera occupé au minimum par deux personnes dont une se tiendra en permanence dans le véhicule.

Dans tous les cas où la surveillance de ces personnes ne peut plus s'exercer, le véhicule doit être mis sous la garde des forces de police ou de gendarmerie ou à défaut faire l'objet d'une protection permanente, notamment protection type alarme.

Au cas où les biens culturels assurés seraient déposés à tout autre endroit que leur destination finale (transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose), ils devront être mis en chambre forte à moins qu'ils ne fassent l'objet d'une protection permanente.

### 10.3 Transport par chemin de fer, voie aérienne ou maritime

Les œuvres transportées par voie ferrée, aérienne ou maritime seront placées sous la responsabilité du transporteur, également chargé de leur surveillance pendant tout le temps du transport.

### 10.4 Transport de bagage à main

L'Assuré aura la faculté d'organiser des transports des œuvres en bagage à main avec un convoyeur du musée du quai Branly – Jacques Chirac par voie routière, aérienne ou ferrée, s'il ne s'agit pas d'œuvres fragiles et que le montant total de la valeur d'assurance du ou des œuvres n'excède pas 80 000 €.

Si le ou les œuvres non fragiles atteignent une valeur d'assurance totale supérieure à 80 000€ et jusqu'à 100 000 €, deux convoyeurs du musée du quai Branly – Jacques Chirac seront nécessaires.

## 10.5 Convolement des œuvres

L'Assuré aura la faculté de décider du convolement des œuvres, en fonction de leur fragilité ou de l'importance des valeurs transportées.

# 11. RENONCIATION A RECOURS ET SUBROGATION

## 11.1 Renonciation à recours

L'Assureur renonce à tout recours qu'il serait fondé à exercer en cas de sinistre, le cas de malveillance excepté, contre :

- les administrateurs, les directeurs et les préposés, et en général, toute personne physique ou morale dont l'Assuré serait civilement responsable, ainsi que contre les clients, les usagers, les visiteurs et les services publics ;
- les sociétés ou groupements créés par ou pour le personnel de l'Assuré, et notamment les comités des fêtes, sociétés sportives, sociétés coopératives, etc., ainsi que le comité d'entreprise ou le comité d'établissement, et tout organisme de représentation du personnel ;
- toutes personnes physiques ou morales, organismes, groupements, administrations etc., envers qui l'Assuré aurait contractuellement ou par obligation renoncé à tous recours ;
- les tiers et sociétés envers lesquels l'Assuré s'est engagé à obtenir une renonciation à recours de l'Assureur ;
- toute personne s'étant portée volontaire, de manière bénévole ou non, dans le cadre du plan de protection contre les inondations (PPCI), en cas de circonstances climatiques créant un risque de danger pour les collections (tempêtes, etc.) et dans le contexte d'opérations de sauvetage des collections suite à un sinistre.

Dans le cas de malveillance, la garantie de l'Assureur se trouvera toujours engagée à l'égard de l'Assuré, l'Assureur conservant cependant un droit à recours contre les responsables du sinistre.

## 11.2 Transporteurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose

L'Assureur accepte de renoncer au recours qu'il serait en droit d'exercer à la suite d'un sinistre contre les transporteurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, installateurs, socleurs, encadreurs, détenteurs ou gardiens de la chose (cas de malveillance, de dol ou de faute lourde exceptés) chargés de l'acheminement, de l'emballage, du déballage, de l'installation, de la désinsectisation, de l'analyse, d'une intervention de conservation-restauration, du soclage, de l'encadrement, ou du gardiennage de tout ou partie des biens culturels assurés.

L'Assureur renonce à tous recours contre toute personne, commissaire, conservateur, chargé de collections, préposé de l'Assuré apportant son concours à la réalisation des expositions organisées par l'Assuré. De la même façon, l'Assureur renonce au recours qu'il est en droit d'exercer contre les emprunteurs.

L'Assuré est de ce fait exempté de toute réserve sur les documents de transport. L'Assureur ne peut subordonner son règlement à la communication de ces documents.

## 11.3 Subrogation

Hors les cas de renonciation prévus ci-avant, l'Assureur est subrogé, dans les termes de l'article L121.12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsable du sinistre.

## 12. GESTION DES SINISTRES

### 12.1 Abrogation de la règle proportionnelle

L'Assureur déclare avoir une connaissance suffisante des risques assurés. En conséquence :

- il les accepte tels qu'ils se présentent actuellement, dispensant l'Assuré dans le présent et dans l'avenir, de toute déclaration d'ordre purement technique, sauf modification pouvant aggraver le risque ;
- il accepte la valorisation qui lui a été donnée par l'Assuré comme valeur agréée ;
- il est convenu que la règle proportionnelle prévue à l'article L121.5 du Code des assurances est totalement abrogée pour l'ensemble des garanties, capitaux et primes du présent accord-cadre ;
- toutes les déclarations faites à l'Apériteur seront reconnues valables pour l'ensemble de la coassurance.

### 12.2 Déclaration de sinistre

Les dommages consécutifs à un même événement ou à une même cause technique constituent un seul et même sinistre.

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur tout sinistre dans un délai de huit jours ouvrés à compter de sa constatation ou de sa connaissance. L'Assuré transmet à l'Assureur les éléments suivants :

- la fiche technique de l'œuvre concernée par le sinistre,
- les circonstances et la nature des dommages,
- la valeur d'assurance établie par le responsable scientifique des collections,
- un devis.

L'Assuré ne transmet aucun justificatif de valeur sauf en cas de gestion d'un sinistre. Il est donc convenu que l'Assureur reconnaît ces valeurs déclarées par l'Assuré comme exactes et non contestables.

### 12.3 Calcul du coût de restauration et de réparation (y compris soclage et encadrement)

Il est précisé que les restaurations et réparations ainsi que le soclage et les frais d'encadrement peuvent être effectuées par des agents de l'Assuré et/ou des prestataires extérieurs.

Ces prestations seront comptabilisées sur la base de la rémunération annuelle globale plus charges sociales pour les agents de l'Assuré, et sur la base des honoraires TVA incluse pour les prestataires extérieurs.

Il conviendra d'ajouter notamment le coût, TVA incluse, des différents matériels, pièces, fournitures et accessoires nécessaires aux travaux de réparation, des frais de transports et de conditionnement des biens culturels endommagés ainsi que le défraiement des agents désigné par l'Assuré et/ou des prestataires extérieurs.

### 12.4 Cas particulier des restaurations différées

Dans la mesure où un bien culturel pourrait être restauré avec les techniques actuelles mais que l'Assuré préfère remettre cette restauration à une date ultérieure, afin d'attendre que l'évolution des technologies permette une restauration de meilleure qualité, le coût du sinistre correspondra au coût de la restauration qui aurait été faite suivant les techniques connues au jour du sinistre.

L'Assuré gardera à sa charge les éventuels surcoûts engendrés par les nouvelles techniques et par la conservation des œuvres jusqu'à leur restauration.

### **12.5 Calcul de la dépréciation après sinistre**

La valeur de la dépréciation d'une œuvre après sinistre est déterminée entre l'Assureur, avec l'assistance de son expert, et l'Assuré et le cas échéant son expert, conformément à la procédure prévue à l'article 12 du présent CCP.

Il est convenu que la valeur de la dépréciation d'une paire ou d'un élément d'une œuvre tient compte de la dépréciation des éléments restants de la paire ou de l'œuvre.

### **12.6 Perte totale**

La valeur de la perte totale d'un bien culturel assuré correspond à la valeur agréée.

Il est convenu que la valeur de la perte totale d'une paire ou d'un élément d'une œuvre correspond à la valeur agréée de l'œuvre dans son ensemble.

### **12.7 Franchises**

Sauf franchises légales (catastrophes naturelles en particulier), il ne sera fait application d'aucune franchise.

### **12.8 Calcul du coût de l'indemnité**

L'indemnité qui sera versée par l'Assureur à l'Assuré après un sinistre garanti correspond, pour la perte totale d'une œuvre, à la somme :

- de la valeur agréée ;
- des frais exposés en vue de soustraire les biens culturels assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires ;
- des frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- des frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

Pour les autres sinistres, à la somme :

- du coût de restauration et de réparation y compris soclage et encadrement ;
- de la dépréciation après sinistre ;
- des frais exposés en vue de soustraire les biens culturels assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires ;
- des frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- des frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre ;
- des frais d'emballage, sur justificatifs.

### **12.9 Cas particulier du remplacement à l'identique des œuvres ou fonds sinistrés**

En cas de sinistre, les œuvres de la collection, ouvrages, monographies, périodiques, affiches, tirés à part, fonds audiovisuels et sonores édités, peuvent être remplacés à l'identique (même édition, même reliure en cas de reliure ancienne, etc.), excepté ceux portant notamment des mentions particulières, des annotations, des dédicaces ou devenus introuvables ou appartenant à un fonds particulier ou avec un type de reliure spécifique.

Les archives (comprenant la littérature grise), les archives sonores et audiovisuelles et les fonds iconographiques peuvent être restaurés.

Le coût de l'indemnité sera équivalent à la somme :

- du coût de rachat à l'identique ;
- des frais exposés en vue de soustraire les biens culturels assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires ;
- des frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- des frais de soclage et d'encadrement ;
- des frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

## **13. REGLEMENT DES SINISTRES**

### **13.1 Dommages inférieurs à 3 000 EUR TTC**

Pour les sinistres d'un coût estimé inférieur à 3 000 euros TTC, l'Assureur accepte que la procédure de « règlement des sinistres » soit limitée à la démarche suivante :

- aucun expert ne sera missionné,
- l'indemnité sera réglée, au premier euro, par l'Assureur à l'Assuré ou à son prestataire, sous huitaine après présentation des devis de restauration et de réparation.

### **13.2 Dommages supérieurs à 3 000 euros TTC**

Si l'Assureur souhaite la présence d'un expert dans le règlement d'un sinistre, il s'engage à ce que son intervention se réalise immédiatement en cas d'urgence et au plus tard le septième jour après la déclaration de sinistre, pour constater la nature des désordres de façon à permettre le début des travaux de restauration et de réparation.

L'Assuré est autorisé à prendre toutes mesures conservatoires telles que défini à l'article 17 « Mesures d'urgence » du présent CCP, avant le passage de l'expert désigné par l'Assureur.

Ce délai ne sera pas imposé en cas d'expertise contradictoire (délai impératif de convocation de 3 semaines prévu ci-après). Faute d'intervention dans ce délai, l'Assuré est fondé à engager les restaurations et réparations sans pertes de ses droits.

L'Assureur s'engage à ce que l'expert remette par tout moyen qu'il jugera adapté son rapport définitif au plus tard huit jours après réception de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à l'évaluation des dommages. Il est précisé que l'intégralité de ce rapport sera communiquée simultanément à l'Assureur et à l'Assuré.

L'Assureur versera à l'Assuré, sous huitaine à compter de la réception du rapport définitif établi par l'expert, le montant de l'indemnité.

### **13.3 Pour l'ensemble des sinistres**

#### **a) En cas de désaccord**

En cas de désaccord sur le quantum définitif, il sera versé 75% (soixante-quinze pour cent) de l'indemnité que l'Assureur propose et ce dans un délai de 10 jours à compter de la notification officielle par l'Assuré de son refus.

La différence entre le montant de l'indemnité définitive qui sera fixée au terme du règlement du litige et le montant des indemnités déjà versées au titre du sinistre considéré sera versée dans les quinze jours suivant l'accord amiable ou la décision de justice fixant le montant de cette indemnité définitive.

b) Délais de règlement des indemnités et acomptes

Si les délais de règlement des indemnités ne sont pas respectés, l'Assuré jouira à partir de l'expiration de ces délais de l'intérêt au taux légal, au jour du sinistre et par an, sur la somme qui lui sera due.

c) Versement des indemnités et des acomptes

L'indemnité due sera toujours réglée en espèces, l'Assureur renonçant à réparer ou à remplacer par lui-même les objets endommagés ou détruits.

L'indemnité sera versée à l'Assuré ou à son prestataire sur demande de l'Assuré.

**Pour tout sinistre, les indemnités seront versées avant toute recherche de responsabilité et procédure de recours.**

Dans le cas particulier d'un remplacement à l'identique prévu aux articles 9.5.2 et 12.9, l'indemnité sera réglée au premier euro par l'Assureur à l'Assuré ou à son prestataire, sous huitaine après présentation des devis d'achat.

## 14. RECUPERATION DES OBJETS VOLES

En cas de récupération des objets volés, l'Assuré doit en aviser l'Assureur dans un délai de 15 jours à compter de la date de récupération par l'Assuré de l'objet volé.

Si l'indemnité n'a pas encore été versée, l'Assureur prend en charge les éventuelles détériorations subies par les objets y compris la dépréciation, ainsi que les frais nécessaires pour la récupération de ces objets.

Si l'indemnité a été versée, l'Assuré dispose d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle est retrouvé l'objet volé pour opter entre les options suivantes :

- soit reprendre les objets. Dans ce cas, l'Assuré devra alors rembourser à l'Assureur l'indemnité perçue ;
- soit renoncer à la reprise des objets qui demeurent par conséquent la propriété de l'Assureur.

Dans tous les cas, l'Assureur prend en charge les éventuelles détériorations subies par les objets y compris la dépréciation, ainsi que les frais engagés par l'Assuré avec l'accord de l'Assureur pour la récupération de ces objets.

## 15. INALIENABILITE DES COLLECTIONS PUBLIQUES

Il ne sera jamais fait délaissement au profit de l'Assureur d'un bien culturel assuré en provenance des collections publiques tant françaises qu'étrangères.



Dans l'hypothèse où, après perte ou vol, cette œuvre serait restituée, il sera dû remboursement à l'Assureur du montant de l'indemnité qu'il aura pu verser avant la restitution, majorée des seuls intérêts légaux à compter de la date de restitution de l'œuvre à la collection publique.

Il reste entendu que les frais de restauration et de réparation rendus nécessaires après la restitution de l'œuvre ainsi que la dépréciation après sinistre seront pris en charge par l'Assureur.

## 16. LITIGES

Les litiges qui pourraient survenir entre l'Assuré et l'Assureur à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et/ou de son interprétation pourront être soumis, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, à l'appréciation d'un collège d'experts suivant la procédure décrite ci-dessous.

La partie désirant faire régler un litige notifiera sa décision à l'autre partie, par lettre recommandée, en lui faisant connaître l'objet du litige ainsi que le nom de son expert et en lui demandant de désigner le sien dans un délai de huit jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Dans les quinze jours suivant la désignation du second expert, les experts devront se mettre d'accord sur le choix d'un troisième expert. En cas de désaccord, l'expert le plus diligent saisira le Président du Tribunal compétent de Paris afin de nomination du tiers expert.

Le collège des trois experts, ainsi constitué, devra dans le mois suivant la désignation du troisième expert, convoquer les parties en vue de dresser un procès-verbal de conciliation.

Dans le délai de deux mois à compter de la date de désignation du troisième expert, et après avoir entendu les parties, le collège statuera à la majorité.

La présente convention ne s'impose pas aux parties et ne fait pas obstacle au droit de chaque partie de s'adresser directement et immédiatement à la juridiction compétente.

Pour les prêts des collections, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents de Paris et soumis à la législation française.

Les Assureurs étrangers figurant comme Apériteurs ou coassureurs des risques en acceptent la juridiction et renoncent à toute faculté d'appel dans leur pays.

## 17. MESURES D'URGENCE

A l'occasion d'un sinistre garanti, l'Assuré pourra être amené à entreprendre des mesures d'urgence sans pouvoir en informer l'Assureur avant leur réalisation.

Dans ce cas, l'Assureur accepte de prendre en charge ces frais jusqu'à hauteur de cinquante mille euros HT (50 000€).

Si ces frais excèdent la somme de cinquante mille euros HT (50 000 €), l'Assureur devra nécessairement être informé des mesures d'urgence engagées et prévues par l'Assuré pour que leurs coûts soient pris en charge par l'Assureur.

## 18. CONVENTIONS

### 18.1 Prescription des conditions générales

Les désignations, énonciations et déclarations insérées dans le présent accord-cadre sont jugées suffisantes par l'Assureur pour satisfaire aux prescriptions des conditions générales de ladite police d'assurance et pour lui donner une appréciation des risques qu'il prend en charge.

### 18.2 Documents à remettre par l'Assuré à l'Assureur

L'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac s'engage à transmettre la liste des œuvres et les renseignements stipulés à l'article 9.4 du présent CCP.

### 18.3 Certificat d'assurance

Sur demande de l'Assuré, l'Assureur s'engage à délivrer des certificats d'assurance en anglais et en français aux prêteurs et aux emprunteurs, conformément à la déclaration convenue par l'Assuré.

Les certificats d'assurance devront notamment préciser les dates d'exposition, la période couverte par la garantie, les valeurs agréées et les taux appliqués.

### 18.4 Statistiques des sinistres

Sur demande de l'Assuré, et au moins deux (2) fois par an, l'Assureur s'engage à communiquer l'historique des sinistres déclarés comportant au minimum :

- la date du sinistre ;
- le lieu du sinistre ;
- le type de dommage ;
- les biens culturels concernés (description, nature et valeur agréée) ;
- les coordonnées du prêteur et de l'emprunteur le cas échéant ;
- le montant indemnisé ou estimé conformément au calcul de l'indemnité (réparation, restauration, dépréciation, perte totale, remplacement à l'identique).

Au cours du premier trimestre de chaque année, l'Assureur communiquera à l'Assuré le rapport sinistres/primes de l'ensemble de l'accord-cadre faisant état des montants des sinistres réglés et estimés.

### 18.5 Aliments

Sur demande de l'Assuré, et au moins une fois par an, l'Assureur s'engage à communiquer une synthèse des déclarations réalisées par le Souscripteur comportant au minimum :

- a) Pour les prêts et dépôts accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac et par exposition :
  - le nombre de prêteurs et de déposants ;
  - le nombre de biens culturels assurés ;
  - la valeur totale assurée en transport par zone géographique et par qualité des biens culturels (fragile et non fragile) ;
  - la valeur totale assurée en exposition par qualité des biens culturels (fragile et non fragile) ;
  - la durée de l'exposition ;
  - les cotisations (Séjour, Transport et Risques de Guerre).

- b) Pour les prêts et les dépôts de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, par emprunteur et par exposition :
- la durée de l'exposition ;
  - le nombre de biens culturels assurés ;
  - la valeur totale assurée en transport par zone géographique et par qualité des biens culturels (fragile et non fragile) ;
  - la valeur totale assurée en exposition par qualité des biens culturels (fragile et non fragile) ;
  - les cotisations (Exposition, Transport et Risques de Guerre).
- c) Pour les commissions des acquisitions, les commissions des datations et les conseils artistiques des musées nationaux :
- le nombre de biens culturels assurés par commission ou conseil ;
  - la valeur totale assurée ;
  - les cotisations.

## 19. COTISATION D'ASSURANCE

Pour la part forfaitaire (Titre II), la cotisation forfaitaire annuelle est fixée dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Pour la part à commande (Titre I), la présente assurance est consentie pour les risques garantis moyennant le paiement d'une cotisation calculée aux taux fixés dans le bordereau des prix unitaires, annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, sur la base de la valeur agréée des œuvres (cotisation catastrophes naturelles comme définie à l'article 9.2 du présent CCP et taxes incluses).

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac propose systématiquement son Assureur pour les prêts et dépôts entrants, sauf refus exprès du prêteur. S'agissant des prêts et dépôts sortants, dans les conventions de prêts du musée, l'Assureur du musée est systématiquement proposé.

### 19.1 Taux en séjour pour les prêts, les dépôts et les emprunts

Il est convenu que les taux en séjour correspondent aux dates d'exposition des œuvres, à compter de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture. Ils s'appliquent aux prêts des collections à l'extérieur, aux dépôts et aux emprunts d'œuvres pour les expositions de l'Assuré.

Les taux s'entendent par mois d'une durée de 30 jours.

Il est convenu que la période de séjour sera calculée au prorata temporis et ne sera pas arrondie au mois complet.

### 19.2 Taux en séjour pour les commissions des acquisitions, les conseils artistiques des musées nationaux et les commissions des datations

Les taux s'entendent par mois d'une durée de 30 jours.

Il est convenu que la période de séjour sera calculée au prorata temporis et ne sera pas arrondie au mois complet.

### 19.3 Transport

Les taux s'entendent par trajet.

### 19.4 Risques de guerre

Il est convenu que les taux ci-dessus incluent les risques de guerre, à l'exception des pays soumis à déclaration préalable à la caisse centrale de réassurance (CCR).

L'Assureur s'engage à déclarer mensuellement au Souscripteur la liste des pays soumis à déclaration à la CCR.

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur, avant le départ, tout transport au départ, traversant ou/au retour d'un pays figurant sur la liste des pays soumis à déclaration préalable à la CCR.

Si un bien culturel assuré provient, retourne ou traverse un de ces pays, l'Assureur percevra une prime spécifique en fonction du taux de guerre en vigueur, fixé par la CCR, pour ce pays.

Lorsque les biens culturels assurés traversent un pays soumis à déclaration préalable à la CCR non connu de l'Assuré ou à son insu, l'Assureur accordera néanmoins sa garantie rétroactivement moyennant perception de la prime correspondante.

### 19.5 Séjour

Il est convenu que les périodes de transport ainsi que les périodes de stockage qui précèdent ou suivent une exposition ne seront pas prises en compte dans les calculs des cotisations tant que le total de ces périodes n'excède pas 6 mois.

Au-delà de 6 mois, pour que les biens culturels restent assurés, il convient de faire une nouvelle déclaration.

### 19.6 Calcul de la cotisation

**La cotisation en exposition** est calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Taux de cotisation exposition} \times \text{valeur des biens assurés} \times \text{période d'exposition (en jours)}}{30}$$

**La cotisation des commissions des acquisitions, des datations et des conseils artistiques des musées nationaux** est calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Taux de cotisation comité d'acquisition} \times \text{valeur des biens assurés} \times \text{période d'exposition (en jours)}}{30}$$

**La cotisation dépôt** est calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Taux de cotisation dépôt} \times \text{valeur des biens assurés} \times \text{période de dépôt (en jours)}}{30}$$

**La cotisation transport** est calculée de la manière suivante :

**Le montant de la cotisation couvrant les risques de catastrophes naturelles doit apparaître séparément lors de la facturation.**

**La cotisation risques de guerre** pour les pays soumis à déclaration préalable à la caisse centrale de réassurance (CCR) est déterminée au cas par cas en fonction des taux de guerre en vigueur, fixés par la CCR, pour les pays concernés.

### 19.7 Clause de participation aux bénéfices

D'un commun accord entre les parties, il est instauré une clause de participation aux bénéfices liée au résultat du rapport sinistre/prime du contrat de la période d'observation.

Toutes les garanties du contrat sont concernées par la présente clause.

Tous les sinistres survenus durant la période d'observation sont concernés, étant entendu que la période d'observation désigne la période d'un an située entre deux échéances anniversaire, soit du 1er janvier au 31 décembre.

Le coût des sinistres pris en considération désigne le coût réel des sinistres réglés par l'Assureur sous déduction des recours obtenus et de l'évaluation des sinistres non réglés à la date d'observation sous déduction des franchises contractuelles. La date d'observation est fixée 1er juillet suivant l'expiration de chaque échéance anniversaire.

Les sinistres réglés et évalués sont appelés.

Le versement de la participation sera effectué au cours du 7ème mois suivant l'expiration de la période d'observation.

Le montant de la prime prise en considération est la prime annuelle hors taxes minorée des frais et charges de l'assureur (A % au total) et des règlements de l'Assureur suite aux sinistralités (S). Cette prime est appelée P.

Calcul de la participation :  $B \% (P - (A \% P + S))$

## 20. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ensemble des plans, documents techniques et résultats des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire, mandataire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant, dans le cadre du présent accord-cadre (ci-après dénommés « Résultats ») sont l'objet de la présente cession de droits, dans les conditions visées aux articles ci-dessous.

Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants.

### 20.1 Propriété des plans, des études et des résultats fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire

Les plans et documents techniques remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent lui être restitués après exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, être utilisés par le titulaire de l'accord-cadre pour son propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur.

## 20.2 Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-FCS, la cession des droits se fait à titre exclusif.

## 21. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre et du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Au total, le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art et dans les meilleures conditions de sécurité des biens culturels et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, le titulaire en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à alerter le musée dans les plus brefs délais en cas d'anomalie ou de risque.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

## 22. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 22.1 Conditions générales

Le titulaire du présent accord-cadre exerce ses fonctions pour le compte de l'Établissement public en liaison étroite avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'Établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre.

Le titulaire doit mettre en garde l'Établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'Établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

### 22.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

#### 22.2.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Établissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

#### 22.2.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

### 22.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

## **23. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS**

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

### **23.1 Opérations de vérification**

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- la vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

### **23.2 Décision après vérification – Admission des prestations**

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le silence de la personne publique durant le délai d'un (1) mois précité, vaudra admission de la prestation.



Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 30.2 à 30.4 du CCAG-FCS.

## 24. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES COMMANDES

Les commandes sont émises par la personne publique et établies sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Chaque commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les commandes peuvent être émises pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre (reconductions comprises).

Ces commandes sont émises par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de commande (N° d'EJ qui permet le dépôt de la facture sur Chorus Pro),
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

## 25. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 25.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

## 25.2 Forme des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises et sont exprimés en euros.

## 25.3 Prix additif

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum de la part à commande du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

## 25.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

# 26. MODALITES DE REGLEMENT

## 26.1 Paiement de la cotisation

Pour la part forfaitaire (Titre II), la cotisation est payable sur appel de cotisation à terme à échoir et pourra être présentée dans les trente (30) jours à compter de la date de démarrage du présent accord-cadre (aussi bien pour la période initiale que pour chaque reconduction).

Pour la part à commande, la cotisation est payable sur appel de cotisation en fonction des déclarations d'assurances prévues à l'article 9.4.6 « Fonctionnement de la garantie » du présent CCP.

Pour les prêts d'œuvres accordés à l'Établissement public, les acquisitions, les commissions des datations, les conseils artistiques des musées nationaux, les dépôts, les cotisations, accessoires et taxes sont payables par l'Établissement public au domicile de l'Assureur à terme à échoir, sur présentation de factures détaillées, par exposition le cas échéant, accompagnées d'un récapitulatif faisant ressortir la durée du séjour en exposition le cas échéant ainsi que les différents taux.

Pour les prêts d'œuvres de l'Établissement public accordés à des institutions culturelles françaises ou étrangères, organisatrices d'expositions, les cotisations, accessoires et taxes sont payables par l'emprunteur au domicile de l'Assureur à terme à échoir, sur présentation de facture détaillée faisant ressortir la durée du séjour en exposition ainsi que les différents taux. Une copie de ces factures devra impérativement être transmise à l'Établissement public.

Il est rappelé que le musée du quai Branly - Jacques Chirac impose systématiquement son Assureur pour les prêts entrants, sauf refus exprès du prêteur. S'agissant des prêts sortants, dans les conventions de prêts du musée, l'Assureur du musée est systématiquement proposé.

Les cotisations du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, l'Assureur renonce à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

**Il est précisé que toutes les garanties pour la part forfaitaire (Titre II) démarrent au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ou le premier jour de la notification de l'accord-cadre, si celle-ci intervient à une date ultérieure. Pour la part à commande (Titre I), les garanties démarrent selon les dates indiquées aux bons de commande.**

### 26.3 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Les références d'engagement au format EAAAA00XXX

La référence de l'engagement du forfait est transmise au titulaire après la notification de l'AC et de chaque reconduction.

- La référence d'engagement d'une commande est indiquée sur celle-ci.
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro de la commande,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant total TTC de la facture,
- Les références de l'engagement,
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

### 26.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier

du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1<sup>er</sup> jour de retard.

## 27. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

### 27.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise des documents

Tout retard dans la réalisation des prestations ou le rendu de documents (attestations d'assurance pour une exposition, notes de calcul, etc.), feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté. Les délais de remise des documents sont précisés dans le présent CCP aux articles correspondants à ces dits-documents ou dans les bons de commande.

### 27.2 Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

Les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique feront l'objet d'une pénalité de deux cents (200) euros par absence non motivée.

### 27.3 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de deux cents (200) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'Établissement public.

### 27.4 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

## 28. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

## 29. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS sont applicables.

### 29.1 Résiliation du contrat par l'Assureur

L'Assureur peut résilier dans les cas suivants :

- En cas de non-paiement de la cotisation (article L113-3 du Code des Assurances), sous réserve des stipulations prévu au 29.2 ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat.

Dans tous les cas, la part de la cotisation correspondant aux risques à couvrir au moment de la résiliation sera remboursée au souscripteur.

### 29.2 Résiliation pour retard de paiement

L'Assureur renonce à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

## 30. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

### 30.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

### 30.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

## 31. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

### 31.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

### 31.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCP. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect de l'article 7.3 relatif à la sous-traitance.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

### 31.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### 31.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr).

### 31.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### 31.6 Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### 31.7 Mesures de sécurité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

### 31.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'Etablissement public est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : [cnil@quaibranly.fr](mailto:cnil@quaibranly.fr)

### 31.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 30§2 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.



### 31.10 Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 31.11 Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

## 32. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

## 33. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-FCS, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.



## **34. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-FCS sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## **35. DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le dernier article du présent CCP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-FCS.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCP.